

Nouvelles locales du mercredi 20 octobre 2010

@rib News, 20/10/2010
 Droits de l'Homme- Le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana a convoqué quatre organisations de la société civile du Burundi, à savoir le Forsc, l'Olucome, l'Aprodh et la ligue lteka. Le président Pacifique Nininahazwe, a annoncé que le ministre de l'Intérieur leur a révélé que le président de l'Aprodh risquerait de comparaître devant la justice burundaise suite à ce qu'il a dit, il y a quelques jours, sur les arrestations et exécutions de civils dans la province de Cibitoke. Le ministre de l'Intérieur envisage même de changer la direction de l'Aprodh si son président actuel est reconnu coupable ou s'il ne change pas de comportement envers le pouvoir en place. (Renaissance/Rpa)

Politique- Le Burundi célèbre ce jeudi le 17ème anniversaire de l'assassinat du président Ndadaye Melchior. Le procès sur son assassinat n'a pas donné des résultats escomptés. Beaucoup de gens cités dans ce dossier ont été acquittés par la justice burundaise. Parmi les personnes acquittées par la justice on trouve le Colonel Bikomagu Jean, chef d'Etat Major de l'Armée le jour de son assassinat à Bujumbura. La veuve du président Ndadaye avait porté plainte et avait adressé une correspondance au premier ministre de l'époque Anatole Kanyenkiko, en date du 29 avril 1994, soit près de 5 mois après la mort de son époux. Le premier ministre a répondu à Laurence Ndadaye le 13 janvier 1995 à sa correspondance et lui dit que le procès était en cours et qu'il fallait attendre sa clôture. Jusqu'à maintenant, la famille du président et tous les Burundais ne sont pas satisfaits du procès rendu car il y a les "gros poissons" qui n'ont pas été poursuivis par la justice. (Isanganiro)- Le premier vice-président de la République d'Burundi Thérence Sinunguruza s'est montré inquiet par des procès qui n'aboutissent pas ces derniers jours. Il déplore la montée de la corruption au Burundi et les corps et de sécurité ne sont pas éparpillés, selon lui. C'était au cours d'une rencontre qu'il a eu avec les responsables de la justice, de la police et l'inspection générale de l'Etat ce mercredi 20 octobre à Bujumbura. M. Sinunguruza s'est montré inquiet par rapport aux enquêtes qui débloquent mais qui n'aboutissent jamais. (Isanganiro) La radio Rema FM essaie de faire un lien entre les partis de l'opposition de l'Alliance des Démocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri) et les FDLR de l'Est de la RD Congo. Selon cette radio, le secrétaire général des FDLR Callixte Mbarushimana, récemment arrêté en France, s'est insurgé contre un quelconque accord avec l'ADC-Ikibiri aussi longtemps que cette coalition burundaise de l'opposition renferme aussi des partis obédience tutsie comme le MSD. La Radio Rema FM dit avoir des preuves que les partis d'opposition et surtout le FNL d'Agathon Rwasa ont des liens avec les FDLR, un groupe des rebelles hutu rwandais de l'Est du Congo. La radio dit que Agathon Rwasa a eu du mal à répondre à cette correspondance des FDLR et ces derniers ont du mal à avoir confiance envers des partis politiques burundais qui sont réunis au sein de l'ADC-Ikibiri. (Rema)
 Sécurité- Plus de 150 personnes essentiellement des femmes sont hospitalisées suite à un thé consommé à l'hôtel Terra Nova de Bubanza alors qu'elles étaient en formation des élus des provinces de Bubanza, Cibitoke et Bujumbura Rural. Les victimes de cet empoisonnement massif ont été évacuées vers les hôpitaux de Bujumbura. Des sources de Bubanza soulignent que même les cuisiniers, les policiers et les chauffeurs qui ont consommé ce thé ce mercredi sont malade et vomissent comme les femmes qui ont consommé ce même thé. (Rpa/Bonesha)- La présidente de la section féminine de l'Association des élus locaux (ABELO), Béatrice Marie Chantal, a déploré l'empoisonnement des membres de sa section en primaire à Bubanza a souligné que les femmes enceintes et les enfants qui étaient avec leurs mères sont en état grave et sont en traitement urgent dans les hôpitaux de Bujumbura. Des sources de l'hôtel Terra Nova de Bubanza disent que c'est peut-être le thé qui serait contaminé comme l'a dit le responsable de la cuisine de cet hôtel, actuellement entre les mains de la police ainsi que quelques de ces collègues pour question d'enquêtes. (Rpa)- Le porte parole de la police nationale Chanel Ntarabaganyi se dit surpris par les propos du président de l'Aprodh Pierre Claver Mbonimpa qui accuse la police de procéder à des exécutions extrajudiciaires des membres des partis d'opposition. Selon le porte-parole de la police nationale, le président de l'Association de Défense des droits de l'Homme et des prisonniers s'arroge le droit de récupérer gratuitement les corps de sécurité du Burundi. (Rpa/Bonesha/Rtnb)- Le porte-parole de la police nie les accusations du président de l'Aprodh Pierre Claver Mbonimpa, selon lesquelles la police aurait exécuté des civils innocents à cause de leur appartenance politique. Chanel Ntarabaganyi reconnaît que la police avait arrêté des suspects mais affirme qu'elle les avait relâchés après avoir constaté qu'ils ne représentaient pas le danger public. Il dit que ces personnes mortes découvertes par les pêcheurs flottant dans les eaux du lac Tanganyika n'étaient pas entre les mains de la police. Selon lui, la police n'est pas responsable de leur décès. (Renaissance/Bonesha/Rpa)